

Notre bel objectif de neutralité carbone dès 2050... vu d'ailleurs

La prochaine COP, Conférence des Parties, sur le climat, se réunira à la fin de l'année au Caire, donc en Egypte. Voici ce que pourraient nous dire les pays d'Afrique et les autres pays en développement.

« Vous les pays d'Europe avez décidé d'être neutres en carbone en 2050 ou même plus tôt. Vous prétendez ainsi hâter le moment où les émissions mondiales de CO₂ seront annulées.

Or vous savez fort bien que nous, pays en développement d'Afrique et d'ailleurs, avons un énorme besoin d'énergie. Certes, sur le papier, il est facile de montrer que nous pourrions éviter pétrole, gaz et charbon en développant massivement la production d'électricité hydraulique, éolienne et solaire et avec des réacteurs nucléaires adaptés à nos besoins. Savez-vous qu'en Afrique subsaharienne, pour que chaque personne dispose de seulement la moitié de l'électricité dont vous disposerez en Europe pour être « neutres en carbone », il faudra 4000 milliards d'investissements ; en cinquante ans 80 milliards d'euros par an ? Nous ne les aurons pas. Notre objectif principal est le développement économique et social. D'ici 2050, nous nous équiperons donc en centrales à gaz ou au charbon et en groupes électrogènes. Et vous, neutres en carbone *dès 2050* et même avant, vous vous targuez d'avoir été les premiers à atteindre cet objectif - non ! Vous vous vantez *déjà* de donner l'exemple.

« Et cet objectif de neutralité carbone *dès 2050*, que vous avez sacralisé, pour l'atteindre c'est 'quoi qu'il en coûte'. Vous, Français, pour y parvenir avant d'avoir pu reconstituer votre nucléaire, vous voulez pousser les économies d'énergie très loin et très coûteusement. Or, si vous reportiez votre objectif à 2070, vos émissions de CO₂ en 2050 seraient de quelques dizaines de millions de tonnes par an mais vous dépenseriez en production et économies d'énergie 15 milliards d'euros par an de moins. Avec moins que cela, nous, en Afrique, nous éviterions beaucoup plus d'émissions.

Sachez que le dixième de cette somme, 1,5 milliard par an, pourrait financer chaque année 1000 réseaux électriques locaux desservant chacun 4000 personnes (un investissement de 1,5 million par réseau pour produire 1000 MWh/an). En dix ans, 40 millions de personnes seraient ainsi connectées à un réseau électrique sans émission de CO₂. Et nous pourrions vous acheter l'équipement électrique et des pompes, des moteurs électriques, etc. créant des emplois chez vous. En Afrique subsaharienne, 600 millions de personnes ne sont pas reliées à un réseau.

« Ne soyez pas surpris que, vus d'Afrique, ces objectifs nationaux de neutralité carbone *dès 2050*, celui de la France et des autres pays européens, nous font plutôt rire. 'Le monde brûle' et vous regardez... dans votre jardin. Il y a beaucoup mieux à faire : si vous tenez à votre objectif de neutralité carbone dès 2050, comptez *à la fois* les émissions depuis votre pays et celles que vous nous aurez aidés à éviter.

« Oui, *c'est nous qui vous le demandons !* Abandonnez votre posture et soyez, avec nous, efficaces ! »

Certes, il ne suffira pas de financer des panneaux photovoltaïques et des batteries ni, plus tard, des petits réacteurs nucléaires. *Il faut un environnement favorable* : une législation fixant un cadre général et laissant aux autorités locales (administratives, électives, coutumières) la possibilité de définir des procédures adaptées aux populations concernées et des modes de relation avec les entreprises privées, sans doute des délégations de service public (DSP), comme le recommande notamment l'AFD, portant sur les financements publics et la facturation, les modes de recouvrement, le contentieux, la formation technique, etc.

Ces coopérations avec les pays en développement, qui seront très politiques, voire stratégiques, déborderont largement le cas de l'énergie et de l'effet de serre : ce seront donc des coopérations *entre quelques Etats qui se font confiance*¹

L'enjeu – chacun le sent - est de taille : plus que le CO₂, la relation avec l'Afrique.

Sur www.hprevot.fr voir entre autres [la page : le Monde](#) et cet article dans la Revue de l'énergie [Une stratégie bas carbone menée conjointement avec des pays d'Afrique](#)

¹ donc différentes de l'ancien MDP (Mécanisme de développement propre) du protocole de Kyoto, qui ne portait que sur les émissions de gaz à effet de serre et était géré par un processus onusien..